

PRÉFET DE LA NIÈVRE

**Préfecture de la Nièvre  
Secrétariat Général**

Direction du pilotage interministériel

Pôle environnement et guichet unique ICPE

Tél. 03 86 60 71 46  
Télécopie : 03 86 60 72 51

**58-2016-10-21-001**

**ARRÊTÉ**

portant mise en demeure à la société SOUFFLET AGRICULTURE  
de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral réglementant,  
au titre des ICPE, ses installations de stockage de céréales,  
implantées sur le territoire de la commune de SUILLY-LA-TOUR

**Le Préfet de la Nièvre  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6 à 8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1, L. 514-5,
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2016-P-190, délivré le 9 février 2016, à la société SOUFFLET AGRICULTURE pour l'exploitation d'un silo de stockage de céréales, sur le territoire de la commune de SUILLY-LA-TOUR, au lieu-dit « La Castinière », concernant notamment la rubrique 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** l'article 2.3.2 de l'arrêté préfectoral susvisé, qui dispose : « *L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage, à savoir la mise en peinture des cellules de stockage avec, pour les fûts, la teinte RAL 1019 et pour les couvertures, la teinte RAL 8002* »,
- VU** l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral susvisé, qui dispose : « *l'installation des dispositifs de protection contre la foudre devra être réalisée avant la mise en service des installations* »,
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement, transmis à l'exploitant par courrier en date du 17 octobre 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement,

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 27 septembre 2016, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants : les cellules verticales de stockage de céréales n'ont pas fait l'objet d'une mise en peinture ; les dispositifs de protection par rapport au risque foudre n'ont pas été réalisés avant la mise en service de l'installation ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 2.3.2 et 8.3.3 de l'arrêté préfectoral susvisé,

.../...

**CONSIDÉRANT** la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique suivante :

- 2160 2.a) « Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable », Autres installations : a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m<sup>3</sup>,

**CONSIDÉRANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-6 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SOUFFLET AGRICULTURE de respecter les prescriptions des articles 2.3.2 et 8.3.3 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

**CONSIDÉRANT** qu'un délai de deux mois est suffisant pour l'installation des dispositifs de protection contre la foudre et un délai de 6 mois pour la mise en peinture du silo.

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1-**

La société SOUFFLET AGRICULTURE, exploitant une installation de stockage de céréales, sise au lieu-dit « La Castinière » sur la commune de SUILLY-LA-TOUR, est mise en demeure de respecter :

- sous un délai de deux mois à compter de la date du présent arrêté les dispositions de l'article 2.3.2 de l'arrêté préfectoral n° 2016-P-190 du 9 février 2016, susvisé,
- sous un délai de six mois à compter de la date du présent arrêté les dispositions de l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral n° 2016-P-190 du 9 février 2016, susvisé,

La société SOUFFLET AGRICULTURE devra fournir un échéancier de mise en conformité de ses installations indiquant les dates prévues de début et de fin de travaux pour chaque action, et devra régulièrement rendre compte au préfet de l'avancée de ces travaux.

### **ARTICLE 2-**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3- DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de DIJON, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,

.../...

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

#### **ARTICLE 4- NOTIFICATION ET PUBLICATION**

Le présent arrêté sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de SUILLY-LA-TOUR et tenue à la disposition du public. Elle sera affichée pendant une durée d'un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

#### **ARTICLE 5- EXÉCUTION ET COPIES**

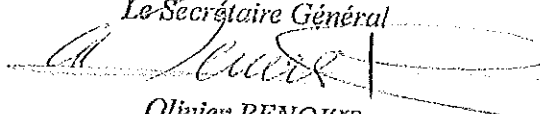
M. le secrétaire général de la Préfecture de la Nièvre,  
M. le sous-préfet de l'arrondissement de CLAMECY,  
M. le maire de SUILLY-LA-TOUR,  
M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à l'exploitant.

Une copie sera faite à M. le responsable de l'unité départementale de la DREAL à NEVERS.

Fait à Nevers, le **21 OCT. 2010**

le Préfet,

*Pour le Préfet  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général*  
  
**Olivier BENOIST**

